

**Licenciements, accords compétitivité-emploi**

**Bloquer la machine infernale,**

**c’est possible**

 **Bulletin NPA 12 Février 2013**

**Le patronat mène au pas de charge**

**Son offensive de démolition sociale**

Arcelor Mittal, Automobile, Virgin, GoodYear, Sanofi ou Petroplus : il y a les suppressions d’emplois qui font un moment la une des medias. Mais qui parle des autres : un millier d’usines fermées depuis trois ans ; des centaines de milliers de salarié-es victimes de licenciements « secs » ou « déguisés », notamment sous le couvert de « rupture négociée de contrat ».

Partout c’est le même chantage à l’emploi pour peser sur les salaires et les conditions de travail, sous prétexte de compétitivité. ;

**Avec l’appui sans failles**

**de Hollande et de son gouvernement**

A l’automne ils leur accordaient 20 milliards d’allégements fiscaux pour chacune des années à venir. Aujourd’hui ils décident de transposer en loi l’accord signé en janvier par le Medef et trois syndicats (Cfdt,Cgc, Cftc) sur la soi-disant « sécurisation professionnelle ». Alors qu’il s’agit en fait de faciliter les licenciements et de donner aux patrons une arme de plus pour faire accepter aux salarié-es la baisse de salaires, la mobilité forcée ou une flexibilité à tout va. Les négociations chez Renault illustrent parfaitement cela.

**Face à la colère sociale ,**

**Valls brandit la menace**

Pour doper la compétitivité de leurs entreprises,les capitalistes ont besoin de salarié-es « low-cost » et corvéables à merci. Un objectif qui suscite des mobilisations de résistances dans tout le peys. Quoi de plus légitime ? Face à cette colère sociale, Manuel Valls, premier flic de France, brandit la menace : « pas question d’accepter de violences sociales ». Comme si patronat et gouvernement, main dans la main, n’étaient pas les premiers fauteurs de « violence sociale », les premiers des « casseurs ».

**L’impasse du dialogue social**

**sans rapport de forces**

Hollande et Ayrault voulaient faire du « dialogue social » la marque de fabrique de leur gouvernement. On voit aujourd’hui le piège : en

l’absence de mobilisation sociale, engluer les organisations syndicales dans des parlottes sans fin où c’est avant tout le patronat qui pose ses revendications. Et qui en remporte le bénéfice. Avec l’aval des dirigeants syndicaux les plus modérés. Et la bénédiction du gouvernement.

**Mais il n’y a pas de fatalité à cela.**

C’est ce qu’essaient de démontrer les secteurs les plus combatifs, qui travaillent à la convergence des luttes, seul gage de réussite : meeting commun à Paris le 24 janvier ; manifestations communes à Paris le 29 janvier, rencontres entre grévistes PSA Aulnay et Renault, rassemblement avec les Goodyear le 12 février à Rueil…

Tous seraient en droit d’attendre que les confédérations syndicales ne se contentent pas, au mieux, d’un regard bienveillant sur ces actions. Qu’elles mettent toute leur énergie dans la construction d’un rapport de forces susceptible de renverser la vapeur et imposer l’interdiction des licenciements et suppressions d’emplois.

 

**Pour bloquer la machine infernale,**

**Les propositions du Npa**

D’abord ne plus rien attendre du gouvernement ; et en finir avec tout « dialogue social » bidon. Ensuite rassembler toutes les forces disponibles pour construire la mobilisation générale indispensable pour gagner : contre les licenciements, contre la ratification par le Parlement de l’accord Medef-Cfdt-Cgc-Cftc de janvier sur l’emploi. Salarié-es ou privé-es d’emploi, militant-es syndicalistes ou autres, avec ou sans étiquette politique, l’avenir est entre nos mains. Rien n’est impossible. Seuls les combats non menés sont perdus d’avance.

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**

**** [**www.npa-auto-critique.org**](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l’échange d’informations sur l’actualité des luttes dans notre secteur